

## PDALPD - Les besoins en logement des personnes les plus défavorisées

Tableau de bord trimestriel n° 19 - 3<sup>e</sup> trimestre 2013 - mis à jour le 09/12/2013

	Loir-et-Cher				Arrondissement			Sources	Commentaire	
	Nombre	Variation		Blois	Romorantin	Vendôme				
		par rapport au trimestre précédent	par rapport au même trimestre de l'année précédente	Nombre	Nombre	Nombre				
<b>Les personnes dépourvues de logement</b>										
Nb de personnes en hébergement d'urgence	nd	-		-		nd	14	93	ASLD - CCAS - CIAS	x personnes accueillies pour la première fois à l'abri de nuit.
Nb de nuitées en hébergement d'urgence	7 961	+ 13,4 %	↗	+ 73,2 %	↗↗	5 788	192	1 981	ASLD - CCAS - CIAS	Une nuitée comptée par ménage quelque soit le nombre de personnes composant le ménage
Nb de personnes hébergées à l'hôtel en situation d'urgence	52	+ 206 %	↗↗	- 3,7 %	↘				ASLD - CCAS - CIAS	Sont inclus les primo-arrivants
Nb de nuitées d'hôtel	420	+ 69,4 %	↗↗	+ 30,8 %	↗				ASLD - CCAS - CIAS	
Nb d'appels au 115 pour lesquels aucune réponse n'a pu être apportée faute de places ou de réponses adaptées sur le secteur géographique	312	+ 11 %	↗	+ 49,3 %	↗				ASLD	Sur un total de 661 demandes d'hébergement d'urgence (en hausse de 20 % par rapport au trimestre précédent)
<b>Les personnes en structure d'hébergement ou en logement d'insertion</b>										
Nb de ménages entrés en CHRS dont femmes victimes de violences	25 6	0 + 1	→ →	- -	↘↘ →				DDCSPP - CHRS	49 personnes entrées
Nb de demandes refusées faute de places disponibles en CHRS	23	+ 3	↗	-	↘↘				DDCSPP - CHRS	Une personne peut formuler plusieurs demandes Doublons possibles Lataste / Astrolabe
Part des sortants de CHRS accédant à un logement autonome ou adapté	67 %	+ 24 points	↗↗	+ 43 points	↗↗				DDCSPP - CHRS	La situation logement à la sortie n'est pas toujours connue
Nb de jeunes entrés dans l'urgence en FJT - résidences sociales	27	+ 3	↗	+ 92 %	↗↗	10	4	13	FJT	Le nombre total de jeunes entrés en FJT est chaque année nettement plus élevé au 3e trimestre
Nb de jeunes en situation d'urgence et refusés en FJT faute de places disponibles	11	+ 5	↗	nd		4	0	7	FJT	S'y ajoutent 17 jeunes refusés faute de ressources
<b>Les personnes confrontées à des difficultés sociales et financières</b>										
<b>Difficultés d'accès</b>										
Nb de dossiers en attente anormalement longue parmi les demandes de logement social dont en situation prioritaire	nd nd	- -		- -					AFIDEM	Les données relatives à la demande de logement social issues du Numéro unique départemental ne sont pas disponibles depuis avril 2011
Nb de demandes de logement HLM concernant des ménages dont le revenu est inférieur à 60 % des plafonds HLM Part dans le total des demandes (pour lesquelles le revenu est connu)	nd nd	- -		- -		nd nd	nd nd	nd nd	Bailleurs sociaux	
Nb de ménages aidés par le FSL pour l'accès	190	- 14,8 %	↘	+ 3,3 %	↗	93	48	30	Conseil général	
Nb de ménages reconnus prioritaires par la Commission de médiation	nd	-		-					DDCSPP	Commission réunie - fois au cours du trimestre
<b>Difficultés de maintien dans le logement occupé</b>										
Nb de locataires ayant un impayé de loyer de 3 mois et plus dans le parc public (et proportion de locataires concernés)	nd	-				nd	nd	nd	Bailleurs sociaux	Données disponibles pour deux bailleurs
Nb de ménages aidés par le FSL pour le maintien	64	+ 28 %	↗	+ 78 %	↗↗	40	13	11	Conseil général	
<b>Les personnes menacées d'expulsion (impayés de loyer, troubles, récupération du logement en fin de bail)</b>										
Nb de commandements de quitter les lieux	51	nd		nd		nd	nd	nd	Préfecture, Sous-Préfectures	
Nb de concours de la force publique accordés	36	ns	ns	nd		nd	nd	nd	Préfectures	

**Légende :** → Evolution comprise entre - 3 % et 3 % ; ↗ Evolution positive > 3 % ; ↗↗ Evolution positive > 20 % ; ↗↗↗ Evolution positive > 50 % ; ↘ Evolution négative > - 3 % ; ↘↘ Evolution négative > - 20 % ; ↘↘↘ Evolution négative > - 50 %  
nd : non disponible ; ns : non significatif NB : une même personne peut avoir bénéficié de plusieurs dispositifs au cours du trimestre et être comptabilisée plusieurs fois

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général et de l'Etat